



HAL
open science

Quel sens à donner à l'action de la Maison Blanche à l'encontre de TikTok? Pax Economica

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Quel sens à donner à l'action de la Maison Blanche à l'encontre de TikTok? Pax Economica. 2020. hal-02984126

HAL Id: hal-02984126

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02984126v1>

Preprint submitted on 30 Oct 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quel sens à donner à l'action de la Maison Blanche à l'encontre de TikTok ? Pax Economica

Jacques Fontanel

Conférence
Economistes pour la paix et la sécurité
Télé conférence
Pré publication
26 Octobre 2020

Résumé : La menace d'arrêt de l'application Tik Tok aux Etats-Unis décidés par la Maison Blanche constitue une nouvelle péripétie du conflit qui oppose aujourd'hui dans les domaines du commerce international et de l'industrie digitale les Etats-Unis à la Chine. Les règles des accords internationaux tels que définis par l'OMC ne sont pas vraiment respectées, sauf en actionnant l'exception de la sécurité nationale. Comment TikTok, utilisé principalement par des adolescents du monde entier (plus d'un milliard d'utilisateurs), peut-elle mettre en danger la sécurité des Etats-Unis ? Si c'est le cas, alors comment les autres pays peuvent-ils se positionner devant l'omnipotence des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) ?

The White House's threat to stop the application of TikTok in the United States is a new twist in the conflict that now pits the United States against China in the fields of international trade and digital industry. The rules of international agreements as defined by the WTO are not really respected, except by invoking the national security exception. How can TikTok, used mainly by teenagers around the world (more than 1 billion users), endanger the security of the United States? If this is the case, then how can other countries position themselves in front of the omnipotence of the GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) ?

Mots clés : GAFAM, économie digitale, OMC, sécurité nationale, guerre économique.

GAFAM, digital economy, WTO, national security, economic warfare

Depuis 1980, la Chine connaît un développement économique considérable, au point de dépasser dans plusieurs domaines économiques, technologiques et scientifiques les Etats-Unis. La rivalité commence à exacerber les relations diplomatiques, comme l'affaire Huawei en est un exemple significatif. Un début de guerre froide semble s'instaurer entre les deux puissances, même si les Etats-Unis conservent un avantage conséquent, mais qui s'amenuise plus rapidement que prévu (Woodward, 2017 ; Fontanel, 2020b). La Chine s'est doté d'industries puissantes dans le nucléaire, la téléphonie mobile, le ferroviaire, l'espace et l'intelligence artificielle, mais aussi dans l'économie digitale, des secteurs susceptibles d'être des atouts maîtres de la puissance de l'avenir. La dictature du parti unique s'oppose à la démocratie, laquelle vacille aux Etats-Unis sous l'effet de la puissance politique des milliardaires qui semblent imposer une ploutocratie. La Chine est conquérante, c'est l'une des forces du gouvernement et du Parti Communiste Chinois, c'est même sans doute le ciment de l'unité nationale (Gravereau, 2017 ; Frankopan, 2019). Pour 2049, la Chine de Xi Jinping veut devenir la puissance économique mondiale dominante (Donnet, 2020 ; La Maisonneuve, 2019).

Le 20 juin 2020, Donald Trump ne connaissait sans doute pas TikTok, jusqu'à ce que, dans le cadre de sa campagne électorale, le meeting de reconquête de Tulsa ne se transforme en un échec, un désastre même. En submergeant le central de réservations en ligne, les opposants démocrates ont peut-être trouvé la parade à ce qui fut un rouleau compresseur électoral en 2016. De nombreux adolescents, tiktokers, avaient réservés des places en se donnant comme consigne de laisser les gradins vides. Cette présentation a été contestée par le Directeur de campagne de Donald Trump, affirmant que ses équipes vérifiaient les numéros de téléphone et attribuaient les entrées par ordre d'arrivée. La cause officielle de l'échec est donc le Covid-19 et des manifestants qui ont empêché les familles de rentrer. L'action de Tiktokers n'a pourtant pas été démentie, et il faut ajouter que les démocrates, notamment Bernie Sanders, avaient déjà participé à quelques actions collectives entreprises dans le cadre d'une application très regardée et soutenue par les jeunes du monde entier.

Cependant, la leçon n'a pas été oubliée, surtout quand celui qui l'a reçue pense qu'il s'agit là d'une action politique destinée à lui nuire et donc à attaquer la démocratie américaine. Dans ce contexte, prendre pour cible le Président des Etats-Unis constitue une violence faite à la Nation américaine toute entière, notamment quand derrière l'application des adolescents se cache un propriétaire chinois. Dans ce contexte, c'est la sécurité nationale

des Etats-Unis qui est directement concernée. Il convient alors de l'empêcher de porter atteinte aux institutions américaines.

Quels sont les reproches faits à TikTok

Dans un premier temps, TikTok a fait l'objet d'une enquête du CFIUS (Committee on Foreign Investment in the USA), l'agence américaine chargée de s'assurer que les investissements étrangers ne présentent pas de risque particulier pour la sécurité nationale. Le Comité soupçonne la maison mère d'agir sous le contrôle des autorités politiques de Pékin, lesquelles censurent les contenus qui ne sont pas en phase avec ses directives. Des responsables politiques américains, plutôt conservateurs, ont exprimé aussi leur crainte que la très populaire plateforme vidéo ne soit utilisée par Pékin pour fragiliser les valeurs démocratiques des Etats-Unis, notamment en transmettant et en stockant les données personnelles de ses utilisateurs à des fins politiques. Ce n'est pas la première fois que Washington accuse la Chine d'utiliser des applications en vue d'espionner et de fragiliser la sécurité nationale américaine. Kunlun Group, propriétaire chinois des rencontres pour LGBT, avait déjà été conduit à céder ses parts sur le territoire américain, sur la base des mêmes accusations.

Créée en 2012 par Zhang Yiming, toujours domicilié à Pékin,, ByteDance, propriétaire de TikTok, est aujourd'hui la troisième entreprise chinoise d'Internet après Alibaba et Tencent. Le succès de TikTok est venu avec le rachat de Musical.ly en 2017 pour un milliard de dollars. C'est la deuxième application la plus chargée au monde après WhatsApp. La société possède une application similaire en Chine, sous un autre nom (Doyin). Dès sa création son créateur a offert une version internationale différente de la version chinoise. Les deux applications sont présentées comme étant hermétiquement séparées, d'autant que Doyin est fermement contrôlée par la censure de Pékin, tout comme Google, WhatsApp ou Facebook. Elle a souvent eu à se défendre de ses liens avec le gouvernement chinois et nié partager des données avec les autorités chinoises. Au contraire, ses relations avec le Parti communiste sont souvent orageuses, au regard des contenus des messages qui ne répondent pas aux critères définis par Pékin. Pour maintenir son application chinoise, plus de 10.000 personnes ont été employées par ByteDance, recrutées le plus souvent parmi les membres du Parti Communiste. Elles ont pour tâches de scruter les messages pour éviter toutes les attaques contre les règles sociales et morales du socialisme. La loi de cyber sécurité chinoise exige que tous les citoyens coopèrent avec le renseignement national, sous peine de poursuites pénales. Dans ce cadre, ByteDance et son fondateur sont évidemment concernés. Tiktok essaie d'être libre par rapport aux exigences de Pékin, en acceptant notamment dans ses versions étrangères la diffusion de positions individuelles en faveur de la minorité Ouïgoure. Son propriétaire, accusé de chercher à vendre son

application aux Etats-Unis, est parfois présenté en Chine comme un traître à la patrie.

ByteDance s'est engagée à la fois ne pas avoir l'intention d'accepter de requêtes de Pékin qui toucheraient à la confidentialité des données et des messages et à présenter un haut niveau de transparence allant jusqu'au contrôle de ses algorithmes, pour rassurer les utilisateurs et les régulateurs. James Lewis, chef du programme de politique des technologies au Center for Strategic and International Studies, estime que le risque de sécurité qu'encourt les Etats-Unis en utilisant TikTok est quasiment nul. Il est vrai que les équipes de TikTok aux Etats-Unis sont gérées par des employés américains et son Directeur Kenin Mayer est l'ancien Président de Disney. Aujourd'hui, la startup chinoise qui connaît le plus de succès à l'étranger se retrouve entre le marteau américain et l'enclume chinoise dans des rapports géopolitiques et géoéconomiques qui s'enveniment entre les deux puissances mondiales.

Le bannissement de ByteDance et de TikTok aux Etats-Unis et l'échec de l'accord avec Microsoft

Le 31 Juillet, Donald Trump annonce la signature d'un décret interdisant TikTok pour des raisons de sécurité nationale et pour protéger les données privées des utilisateurs. Le 4 Août, il ouvre la porte à une vente de l'application à une firme américaine, dont une partie du coût pourrait revenir directement au Trésor américain, dans une opération de racket difficilement acceptable.

Le président américain signe deux décrets interdisant, à l'horizon de 45 jours, toute transaction avec l'application TikTok, ainsi qu'avec le réseau social de même nationalité WeChat, à partir du 20 Novembre. Il agite même le principe de l'urgence nationale. Donald Trump a donné jusqu'au 20 septembre à la maison mère chinoise ByteDance de Tiktok, pour vendre les activités américaines de celle-ci à des firmes américaines, sans quoi la société sera interdite d'expression sur tout le territoire américain. Même si ces deux décisions manquaient encore de clarté, cela devait revenir de facto à les bannir des États-Unis via leur retrait forcé des magasins d'applications de Google et d'Apple.

Microsoft et Twitter engagent alors des négociations, auxquelles TikTok est bien obligé de répondre. L'affaire devait être conclue avant le 15 septembre. Ce calendrier est plutôt intéressant pour Microsoft, plus à l'aise financièrement que Twitter, même si Byte Dance n'a que très peu de temps pour négocier confortablement cette vente, au risque de ne plus être diffusé sur le territoire des Etats-Unis. Or, Microsoft souhaite diversifier sa palette professionnelle vers des applications grand public, avec le rachat de LinkedIn et de GitHub, pour près de 34 milliards de dollars en 2016. Elle

souhaite acheter aussi les activités de TikTok au Canada, en Nouvelle Zélande et en Australie. Les estimations de prix oscillent entre 10 et 35 milliards de dollars, ce qui est largement dans les prix de Microsoft (1600 milliards de dollars de valorisation et plus de 130 milliards de dollars de cash), ce qui est nettement moins que ce que pouvait espérer la firme chinoise sans la décision de Donald Trump (entre 50 et 70 milliards de dollars). De fait, il s'agit de mobiliser plus de 100 millions d'utilisateurs américains de TikTok (80 % d'entre eux de moins de 34 ans), un chiffre encore en forte augmentation avec les procédures de confinement exigées par le Covid-19. Dans ce contexte, Microsoft s'engage sur des mesures strictes de confidentialité et de sécurité, toutes les données étant transférées et maintenues aux Etats-Unis. En fait, Microsoft souhaitait développer un TikTok américain disposant de l'ensemble des logiciels appartenant à ByteDance et même de racheter complètement l'application de 2 milliards d'utilisateurs, notamment en Asie et en Europe, ce qui en fait une entreprise particulièrement séduisante. Cependant, dans ce domaine concurrentiel, la question était de savoir si TikTok n'était pas le résultat d'une mode passagère, qui pourrait être supplantée assez rapidement par une autre application. D'autant plus que l'attaque américaine sur TikTok suscite quelques interrogations chez ses utilisateurs.

Le 14 Septembre, après de longues négociations avec Microsoft, pourtant vues un temps d'un bon oeil par Trump, Oracle et Walmart confirment un accord avec Bytedance pour devenir le fournisseur technologique de TikTok et éviter ainsi l'arrêt complet de Tik Tok aux USA. Les dirigeants d'Oracle sont pro-Trump depuis le début de son mandat, ils ont même participé au comité de transition lors de son arrivée au pouvoir. Dans cette proposition, Oracle devient actionnaire pour 12,5% et Walmart à 7,5%, dans une holding placée aux USA. Dans ce cadre, ByteDance conservait encore 80 % des actions de TikTok. Il faut noter cependant que d'une part les fonds de pension américains représentaient 40 % des actions de la version américaine de TikTok et que d'autre part une introduction en bourse était prévue dans l'accord.

Le 17 Septembre, le principe de la vente est validé par Trump, Oracle devenant le partenaire de confiance de Tik Tok aux USA. Pourtant, ce que propose Oracle n'est pas du tout un rachat mais un partenariat technologique. On est loin des exigences de Donald Trump, car l'entreprise chinoise ByteDance garderait le contrôle des activités de TikTok, même si c'est Oracle qui gèrerait le partage des données. Pour Oracle, le droit d'inspecter le code de programmation de TikTok lui serait accordé, et les données seraient stockées aux Etats-Unis selon les normes américaines du respect de la vie privée. Cependant, cette interprétation n'était pas vraiment celle de ByteDance pour laquelle aucun transfert d'algorithmes et de technologie n'avait été proposé à ses partenaires. La solution Oracle ;

Walmart et ByteDance restaient alors très éloignées des exigences présidentielles.

Le 21 Septembre, la Maison Blanche annonce l'interdiction du téléchargement de ByteDance et de WeChat. Le décret demande que la compagnie chinoise vende entièrement TikTok et il indique même que l'acheteur doit être américain et prouver sa volonté et sa capacité à se conformer à ce décret. ByteDance devra par ailleurs confirmer qu'il a détruit toutes les données des utilisateurs américains, obtenues ou dérivées de TikTok et Musical.ly, une application américaine qui avait été rachetée par la société chinoise et fondue dans TikTok. Donald Trump exige donc que Oracle et Walmart disposent du contrôle total de la nouvelle entité, sans quoi l'affaire ne peut pas être réalisée, ce qui est inenvisageable pour la Chine. Pour ByteDance, les négociations ont été particulièrement difficiles, face à une administration américaine qui, selon elle, n'a semblé accorder aucune importance aux faits, ne respecte pas les procédures légales et tente de s'immiscer dans des négociations entre des entreprises privées.

Le ministère chinois du Commerce a qualifié la décision américaine d'«intimidation» et il a prévenu que si les Etats-Unis persistaient dans leurs actions unilatérales, la Chine prendra les mesures nécessaires pour protéger de façon résolue les droits et les intérêts des entreprises chinoises. C'est oublier aussi que, en son temps, Pékin a aussi organisé des procédures destinées à restreindre les activités des entreprises étrangères jugées comme des « entités non fiables », avec la mise en place de sanctions comparables sans un accord avec une firme chinoise jugée fiable.

Pour le département américain du Commerce, le Parti communiste chinois a démontré qu'il avait les moyens et l'intention d'utiliser ces applications pour menacer la sécurité nationale et l'économie des Etats-Unis. Le Président demande à ByteDance de trouver une solution avant le 12 novembre, juste après les élections présidentielles, faute de quoi la société chinoise ne pourra plus diffuser ses services aux Etats-Unis. , après les élections présidentielles.

La Chine considère que les Etats-Unis s'en prennent régulièrement à des entreprises étrangères en abusant de la notion de sécurité nationale ce qui va à l'encontre des principes de l'économie de marché et des principes d'ouverture, de transparence et de non-discrimination de l'OMC (Fontanel, 1995). Selon Pékin si tout le monde imite les Etats-Unis, n'importe quel pays pourra prendre des mesures similaires à l'encontre d'entreprises américaines au nom de la sécurité nationale. Il faut respecter les lois internationales et ne plus supporter les oukases de la Maison Blanche.

Quelles sont les raisons de l'acharnement de Trump à l'égard de TikTok

Elles sont à la fois personnelles et économiques.

Donald Trump n'a pas envie de censurer les tiktokers. Globalement, le système reste un instrument pour les jeunes, très jeunes, au moins au moment de son lancement en 2016. Mais il vrai qu'aujourd'hui, il est susceptible de prendre un aspect politique fort et l'action de Trump à cet égard va sans doute renforcer cette position. Certes, les petits pas de danse de Trump à la fin de chacun de ses meetings incitent les tiktokers à l'imiter grâce au système du playback et du duet, afin de se moquer de lui. Même si la paranoïa de Trump s'exprime parfois dans ses prises de position, ce n'est sans doute qu'un élément secondaire dans sa décision.

- TikTok fait partie de l'arsenal de campagne des Républicains et des Démocrates dans le cadre de l'élection présidentielle 2020. Bernie Sanders a lui-même publié plusieurs messages sur TikTok, donnant lieu à des prises de position et mobilisations favorables au camp démocrate, au moins pour la partie minoritaire des messages politiques diffusés directement ou indirectement par TikTok.

- Certains tutos sont détournés pour dénoncer les situations conflictuelles particulières des Etats-Unis, concernant notamment le racisme, les droits de la femme, la violence de la police, la mauvaise gestion du Covid-19 ou le réchauffement climatique, domaines dans lesquels une partie de la jeunesse américaine souhaite des changements radicaux (Fontanel, 2020). Dans le cadre du meurtre de H-George Floyd, le hashtag BlackLivesMatter a été très utilisé dans TikTok. Une partie de l'histoire récente des protestations des Afro-américain s'est écrite sur TikTok. La génération Z s'éveille alors au politique. TikTok n'est pas en soi politique, mais de nombreux messages philanthropiques, féministes et écologistes y sont communiqués. C'est un espace d'expression politique principalement proposé par des jeunes pour des jeunes. Toute information peut devenir politique. Les influenceurs ne sont pas simplement tournés vers des objectifs commerciaux ou d'égos, ils ont parfois aussi des valeurs politiques présentées parfois telles quelles, mais d'autre fois sous des formes moins directes. Tous les moyens sont bons pour se faire entendre. Les très jeunes ont utilisé ce réseau, il est aujourd'hui aussi utilisés par de moins jeunes influenceurs. La création de hashtags permet de s'inscrire dans le débat par la vidéo. Cela devient un récit collectif, avec beaucoup de création, d'originalité. Elle crée une chaîne de protestation qui dépasse largement les anciennes pétitions. Elles dépassent les frontières. Elles fonctionnent comme des slogans faciles à retenir dans leur viralité.

Il y a enfin, pour Trump, une question économique, celle de « America first ». En janvier 2020, un accord historique avait été signé entre les Etats-Unis et la Chine, il avait pour objectif d'apaiser les tensions entre les deux pays, la Chine acceptant un rééquilibrage des échanges entre les deux pays. Ce « *deal* » devait sceller une trêve dans l'escalade des droits de douane

punitifs. Le gouvernement chinois s'engageait à augmenter ses achats de biens américains de 172 milliards de dollars en 2020, dont 37 milliards de produits agricoles, pour la plus grande satisfaction des producteurs américains. Cet accord est cependant en contradiction avec les principes de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), qui ne permet pas ce type d'opération qui modifie profondément les règles du libre-échange. Dans ce contexte, Donald Trump bloque aujourd'hui l'action de l'OMC, en empêchant les nominations des responsables de cette institution (.

C'est la crise sanitaire liée au coronavirus qui a notamment fait renaître les oppositions entre les deux nations. Le « virus chinois du Covid-19 » permet aussi d'apprendre aux Américains à se méfier de tout ce qui vient de Chine. Le récent conflit autour du réseau social Tik Tok n'est qu'une nouvelle preuve des tensions qui existent entre les Etats-Unis et la Chine, une surenchère permanente d'attaques américaines auxquelles répond Pékin. Dans un contexte de fortes tensions commerciales et politiques avec la Chine, le président américain a déjà pris il y a une semaine des mesures radicales à l'encontre de Tik Tok, et de la plateforme, mais un juge californien considère que cette décision est contraire au premier amendement de la Constitution américaine qui prévoit la liberté d'expression.

L'intérêt économique est énorme, il y a plus d'un milliard d'utilisateurs actifs dans le monde et deux milliards de téléchargements. Aujourd'hui, Tik Tok ne semble plus valoir plus de 20 à 30 milliards de dollars, compte tenu des menaces américaines. Dans ces conditions, on peut voir l'intérêt économique de l'opération, avec une croissance exponentielle de ses utilisateurs. En cas de rachat, Trump a même demandé que l'Etat fédéral puisse toucher une commission, justifié sur la base d'une forme de bail, un « deal » illégal nationalement et internationalement. C'est une forme d'extorsion de fonds, contraire à toute éthique, une méthode « mafieuse » pour de nombreux commentateurs. S'il y avait des frais de dossier, ceux-ci ne pourraient aller au delà de 300.000 dollars selon le Comité pour les investissements américains qui étudie l'intérêt pour les Etats-Unis des investissements en provenance de l'étranger.

Espionnage ou non ?

Les Etats-Unis sont de plus en plus virulents à l'encontre de la Chine, un pays de tyrannie dont le « monde libre » devra triompher. Pour la Chine, les Etats-Unis pratiquent un racket à grande échelle et ils ne respectent pas les principes d'ouverture et de non discrimination de l'OMC. Il s'agit d'action d'intimidation qu'il convient internationalement de condamner, car elles pourraient aussi s'exercer à l'encontre de tous les autres pays membres de l'OMC.

La question est de savoir si, face à la technologie digitale de la Chine, les Etats-Unis n'engagent pas un rapport de force pour inviter ses citoyens et ceux de leurs pays alliés, à s'en méfier et d'accepter plutôt celles qui répondent aux normes nationales du softpower américain. A la suite de l'affaire Huawei, il semble que la guerre technologique et populaire soit engagée. Après Huawei, le géant des télécoms, le réseau social chinois aux 100 millions d'utilisateurs américains concentre le feu nourri de Washington contre Pékin. L'application de partage de vidéos prisée par les jeunes constitue le dernier front en date de la «guerre commerciale» qui oppose depuis le printemps 2018 les deux premières puissances économiques de la planète.

TikTok est suspecté d'avoir transmis des informations confidentielles à la Chine. Pékin collecterait les données personnelles des citoyens américains et les fourniraient au gouvernement chinois, constituant ainsi une bibliothèque de données bien documentée et sérieuse en vue d'utilisations présentes ou futures. Pour Donald Trump, le Parti communiste chinois a l'intention d'utiliser ces applications pour menacer la sécurité nationale et l'économie des Etats-Unis. Ainsi, pourraient être repérées les idées, les idéologies, les équations personnelles de chaque titokers. D'autres experts de la sécurité en ligne ont fait valoir que TikTok ne présentait pas de menace majeure pour le pays, d'autant que les données du réseau sont stockées sur des serveurs aux États-Unis et à Singapour.

Cependant, si Huawei est fermement soutenu par Pékin, TikTok est plus contestée par les autorités chinoises. Le fondateur est critiqué pour s'engager dans des négociations avec les firmes américaines, il est même accusé de trahison par rapport à la patrie. Si TikTok est suspecté aux Etats-Unis, il est interdit en Inde pour de multiples raisons, d'ordre religieux et politique aussi en vue d'assurer la sécurité et la souveraineté du cyberspace indien. Le Pakistan, pays musulman, lui demande de supprimer de sa plateforme les contenus jugés «immoraux, obscènes et vulgaires». Le Cnil a lancé des investigations concernant le site tiktok.com en mai 2020 après avoir reçu la plainte d'un particulier. Au niveau européen, le Comité européen pour la protection des données (EDPB), a créé en juin dernier un groupe de travail sur les pratiques de l'application et la protection des mineurs.

Face à ces investigations, TikTok s'installe en Irlande et construit un data center afin d'y stocker les données de ses utilisateurs européens et répondre ainsi devant le contrôle de la Data Protection Commission, DPC, qui gère déjà les messages sur Facebook. Les raisons fiscales ne sont pas absentes de ce choix (Fontanel, 2016), qui rassure en même temps ses utilisateurs. Dans ce cadre, TikTok a accepté de signer un code de bonne conduite sur la lutte contre la désinformation.

La Chine dénonce la politique de la canonnière, obligeant les entreprises étrangères à se vendre aux Américains. L'expression fait référence aux bateaux de guerre utilisés par les puissances occidentales durant le XIXe siècle, notamment durant les guerres de l'Opium toujours ressenties en Chine comme une humiliation nationale. Les civilisations, sont toujours marquées les conflits et guerres de leur histoire (Fontanel, J., Arrow, Klein, Sen, 2003). Pékin s'insurge et considère, à juste titre, qu'il s'agit d'une vente forcée. Cependant, son rayon d'action sur le pouvoir américain reste insuffisant pour inciter Washington à reculer (Niquet, 2019 ; MacMahon, 2019)).

La prochaine échéance est fixée au 12 novembre. En cette période de campagne électorale présidentielle, il est impossible de faire des scénarii significatifs sur la question, sauf à considérer que Biden sera sans doute plus complaisant, avec cependant une forte pression des Républicains pour faire respecter le principe de l'« America First ». Il est intéressant cependant de noter que les technologies américaines de l'économie digitale, bien plus puissantes que celles de la Chine, pourraient aussi être condamnées au même titre par la plupart des pays au monde (Fontanel, Sushcheva 2019b), utilisateurs d'applications dont on sait qu'elles sont utilisées largement par la National Security Agency, NSA (Delesse, 2016). Les politiques des deux pays font redouter la mise en place d'un piège de Thucydide (Allison, 2019). TikTok apparaît comme un indicateur des évolutions conflictuelles entre ces deux grandes puissances, mais les prochaines élections présidentielles aux Etats-Unis peuvent en modifier sinon le cours, peut-être seulement, la violence de l'opposition.

Références et bibliographie

Allison, G. (2019), *L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ? Vers la guerre*, Odile Jacob, Paris.

Delesse, C. (2016), *NSA, National Security Agency*, Taillandier, Paris.

Donnet, P.A., (2020), *Le leadership mondial en question. L'affrontement entre la Chine et les Etats-Unis.*, Editions de l'Aube.

Fontanel, J. (1995), *Organisations Economiques internationales*, Masson, Paris.

Fontanel, J., Arrow, Klein, Sen (2003), *Civilisations, globalisation et guerre*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, pays "filous": La fuite organisée des impôts vers les pays complices*. Editions L'Harmattan.

Fontanel, J. (2019) Différends, conflits et guerres économiques. *Paix et sécurité européenne et internationale*, (11).

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019b), *La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers*, AFRI, *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris.

Fontanel, J. (2020) La troisième révolution industrielle, *PSEI, Paix, Sécurité européenne et internationale* (14), Nice.

Fontanel, J. (2020b), La Chine face à la puissance des Etats-Unis, le conflit du leadership mondial, *Pax Economica*, Grenoble.

Frankopan, P. (2019), *Les routes de la soie, l'histoire du cœur du monde*, Flammarion. Paris.

Guilhaudis, J-F (2017), *Relations internationales contemporaines*, LexisNexis, Paris.

Gravereau, J. (2017), *La Chine conquérante, enquête sur une étrange superpuissance*, Eyrolles, Paris.

La Maisonneuve, Eric, de (2019), *Les défis chinois, la révolution Xi Jinping*, Le Rocher, Monaco.

Macmahon, D. (2019), *China's Great Wall of debt : shadow banks, ghost cities, massive loans and the end of the Chinese miracle ?* Avacus, London.

Niquet, V. (2017), *La puissance chinoise, un géant fragile ?* Taillandier, Paris.

Woodward, J. (2017), *US vs China. Asia's new cold war ?* Manchester University Press, Manchester.